

Les marchés du travail, qui avaient affiché des gains en février et mars après un mois de janvier stationnaire, ont fléchi en avril pour la première fois en plus de quinze mois. La crise du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) semble avoir été à l'origine de cette baisse car les pertes d'emploi ont été concentrées en Ontario, dans le secteur des soins de santé et celui de l'hébergement et de l'alimentation. Au cours du mois d'avril, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié une mise en garde aux voyageurs à destination de Toronto, avant de le retirer à la fin du mois, ce qui a accentué le déclin du secteur du tourisme et des activités connexes. Des avertissements semblables ont aussi été émis pour Hong Kong et la province chinoise de Guangdong, où l'on considère que le SRAS y est d'abord apparu. Cependant, le SRAS est réapparu à Toronto en mai, incitant l'OMS à déclarer à nouveau la ville comme zone touchée par cette maladie. Le PIB réel dans le secteur du tourisme a chuté de 4 p. 100 au second trimestre, la plus importante perte trimestrielle enregistrée depuis 1986 et l'équivalent de 0,1 p. 100 du PIB canadien. Essentiellement, ce recul est attribuable à la baisse des dépenses des visiteurs au Canada, notamment pour le transport aérien et l'hébergement. Les marchés du travail sont demeurés faibles durant la plus grande partie des cinq mois suivants, avant de retrouver le sentier de la croissance dans les quatre derniers mois de l'année.

Simultanément, d'importants changements se sont produits au niveau des prix. En particulier, les termes de l'échange (ratio du prix des exportations au prix des importations) ont presque touché un sommet en mars (110,3), le niveau le plus élevé depuis janvier 2001, à la suite de l'augmentation du taux de change et des prix de l'énergie. La hausse du taux de change a eu un impact significatif sur les prix des biens entrant dans le commerce. Les prix à l'exportation ont augmenté, les gains enregistrés dans le secteur de l'énergie surpassant l'effet modérateur du taux de change dans d'autres secteurs d'exportation. Les prix des importations étaient en baisse, entraînés par la robustesse du dollar dans tous les secteurs, sauf l'énergie. Cette baisse des prix a fait sentir ses effets sur les prix à la consommation en avril, alors que le taux d'inflation a fléchi à 3,0 p. 100.

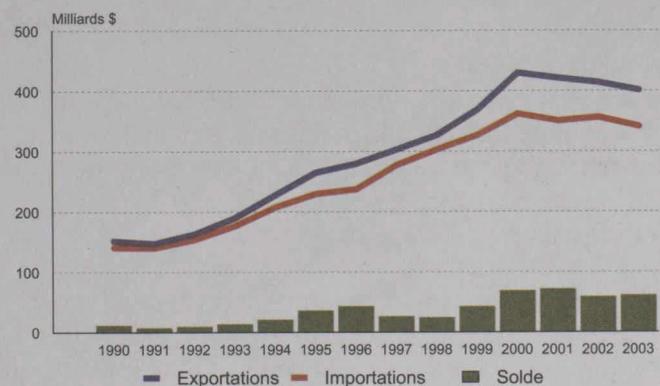
La hausse du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu globalement pour effet d'abaisser le prix et la valeur nominale des transactions dans de nombreux secteurs (voir l'encadré B); ainsi, les recettes d'exportation et les valeurs à l'importation ont diminué. Les échanges commerciaux ont sans contredit subi un recul.

Le commerce des marchandises du Canada en 2003

Conjugués à la faiblesse de la conjoncture mondiale, ces événements ont pesé sur le commerce de marchandises du Canada. Pour une troisième année consécutive, les exportations de marchandises ont diminué, perdant 3,1 p. 100 (12,8 milliards de dollars), pour s'établir à 401,5 milliards de dollars (figure 1-1). Les pertes ont été limitées aux échanges avec les États-Unis et le Japon, les exportations vers ces pays reculant de 4,5 p. 100 (15,6 milliards de dollars) et de 3,8 p. 100 (0,4 milliard de dollars), respectivement. Les gains enregistrés avec l'Union européenne (hausse de 6,2 p. 100, soit 1,4 milliard de dollars), les autres pays de l'OCDE (hausse de 3,3 p. 100, soit 0,4 milliard de dollars) et tous les autres pays (hausse de 6,3 p. 100, soit près de 1,4 milliard de dollars) ont contribué à compenser en partie ces pertes.

Figure 1-1

Échanges commerciaux, 1990-2003



Nonobstant le déclin important des exportations aux États-Unis en 2003, ce pays demeure la principale destination des exportations canadiennes, avec un peu plus de 82,5 p. 100 de l'ensemble de nos exportations de marchandises (figure 1-2). Cette part était toutefois en baisse d'environ 1,25 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. L'Union européenne et le Japon ont accaparé près de la moitié du reste des exportations du Canada, avec des parts respectives de 6,0 p. 100 et de 2,5 p. 100. Il pourrait y avoir surestimation des statistiques du commerce avec les États-Unis et sous-estimation des statistiques du commerce avec les autres pays. Voir l'encadré C pour une analyse plus détaillée de cette question.